



APPEL A PARTICIPER AU CONTRE SOMMET OTAN A LISBONNE, PORTUGAL les 19 20 et 21 novembre 2010

Lors du prochain Sommet de l'Otan en novembre à Lisbonne, un nouveau concept stratégique sera adopté. Cette nouvelle stratégie devrait guider l'Otan au travers de cette période dangereuse et difficile du début du 21e siècle, comme le formulait le Sommet des chefs d'Etat de l'Otan réunis à Strasbourg en avril 2009. Le groupe d'experts désigné pour préparer ce nouveau concept stratégique, sous la conduite de Madeleine Albright a présenté ses recommandations en mai 2010. Il n'offre que du pur militarisme, la continuation des guerres, en particulier celle d'Afghanistan et, surtout, la poursuite de l'armement nucléaire. Si les termes sont vagues, la réalité qu'ils couvrent est brutale et guerrière. Certaines propositions de coopération plus avancée, entre autres avec la Russie, sont aussitôt suivies d'une politique agressive d'armement, incluant le système de missiles de défense. Les critiques des mouvements de paix sont plus que jamais justifiées : l'Otan est un dinosaure qui devrait disparaître !

Non à la nouvelle stratégie de l'Otan !
Luttons pour une paix globale, pour le désarmement et pour la dissolution de l'Otan !

Programme provisoire des actions contre l'Otan

Conférence Internationale – Contre Sommet le 19 et 21.11

Exposés sur :

- La guerre de l'Otan en Afghanistan,
- La nouvelle stratégie de l'Otan et la crise globale
- Les armes nucléaires dans la nouvelle stratégie de l'Otan
- L'Otan et l'Amérique Latine
- Le système de défense anti-missile en Europe de l'Est et Russie

Ateliers sur :

Otan, et ressources énergétiques, Otan et armes nucléaires, guerre et crise globale, Afghanistan, féminisme et militarisation, conflit au Moyen Orient, Portugal et militarisation, historique des actions anti-Otan, Systèmes alternatifs de sécurité, actions pour la paix, sécurité humaine, convention sur les armes nucléaires, Résistance non violente

Débats de politique internationale et nationale

Soirée pour la paix

Bilan des ateliers et perspectives d'actions

Manifestation Internationale Anti-Otan le samedi 20.11

Pour vous informer, pour vous inscrire : prenez contact avec le CSO : info@csotan.org

ALERTE OTAN !

Bulletin trimestriel
du Comité de surveillance OTAN

Numéro 39 Juillet - Août - Septembre 2010

Belgique - België
P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024

Prix de vente 1€

Editeur Responsable
M.Poznanski: rue des Cultivateurs, 62
1040 Bruxelles
Tél & fax : 02 511 63 10
www.csotan.org
info@csotan.org
Pour soutien:
Cpte n° 068-2447491-14

Edito

Pierre Piérart, président du Comité Surveillance OTAN, s'est éteint ce 20 juillet. Toute sa vie a été vouée à l'amour et à la préservation de l'humanité. Sans relâche, il a dénoncé l'existence des armes nucléaires, qui ont la capacité d'éliminer toute vie sur la planète, pour autant qu'un grand de ce monde décide, d'une pression de doigt, de déclencher l'apocalypse.

Pierre voyait dans l'OTAN l'alliance militaire la plus agressive de l'histoire, une agressivité soutenue par la possession d'armes nucléaires par trois de ses membres. L'Otan n'a jamais exclu explicitement l'emploi de l'arme nucléaire en première frappe. De plus, elle viole le Traité de Non Prolifération nucléaire en entreposant « en secret » dans différents pays d'Europe près de 400 bombes nucléaires. Ces armes ne sont nullement là pour faire de la figuration, mais pourraient être réellement employées à un moment déterminé.

Le CSO et son président ont toujours dénoncé les guerres de l'OTAN et des États-unis, en particulier les agressions contre la Yougoslavie en 1999, l'Afghanistan en 2001, et l'Irak en 2003. Aujourd'hui, ce sont les menaces de guerre contre l'Irak qui semblent se préciser.

Il ne faut par ailleurs se faire aucune illusion quant à une paix prochaine en Irak : si une partie des troupes américaines a quitté le pays, y resteront en permanence 50.000 soldats dans un grand nombre de bases, ainsi que plus de 120.000 mercenaires de toutes nationalités. Une grande partie des soldats américains s'étant retirés d'Irak ont été transférés en Afghanistan pour renforcer les forces militaires de l'OTAN qui vivent l'échec de leur mission d'occupation. Selon de nombreux analystes militaires, cette guerre - qui fait des milliers de victimes civiles chaque année - est d'ores et déjà perdue pour les forces coalisées.

(Suite page 2)

Sommaire

**Vers un nouveau concept
stratégique de l'Otan :
Quoi de neuf ? Quoi de pire ?**
Page 3

**L'Otan à la dérive
et l'Europe à contretemps**
Page 5

**Bosnie-Herzégovine
Pensée unique et déni de la
réalité dans les cercles
européistes**
Page 7

**Iran
Propos inconvenants aux
Nations-Unies**
Page 4

Il faut sauver Sakineh !
Page 6

**Pakistan
L'aide humanitaire sous contrôle
de l'Otan et des USA**
Page 9

La Commémoration Hiroshima-Nagasaki de ce 7 août a été aussi l'occasion de rendre hommage à Pierre Piérart. De nombreuses personnes sont intervenues, en leur nom propre ou au nom de leur organisation pour saluer la mémoire de Pierre. Citons notamment la CNAPD, le Colupa, VREDE, l'AMPGN, le Drapeau Rouge, Intal, le Parti Humaniste, le Mir-ING, le MCP. Nous publions ci-dessous l'intervention de Georges Spriet faite au nom de Vrede. Nous avons par ailleurs réuni sur notre site l'ensemble des hommages et des messages de sympathie qui nous sont parvenus.

Pierre Piérart était un militant de paix remarquable. Il était persuadé de sa cause, honnête, persévérant. Un activiste inlassable. Il connaissait le dossier nucléaire comme personne d'autre.

Un ami me racontait que lors de la Florennade – l' action pacifiste autour de la base aérienne de Florennes où les missiles américains furent installés en 1985 – Pierre s'amenait avec la proposition de pénétrer dans la base pour y aller cueillir des champignons. Moi-même je l'ai rencontré dans le début des années '90. Il était actif dans les actions contre la guerre en Irak de 1991. Il me parlait du parc Hibakusha à Mons, de son travail avec les étudiants et avec l' Association Médicale pour la Prévention de la Guerre Nucléaire. Pierre expliquait sans cesse que les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki étaient destinés avant tout à faire peur aux Soviétiques et n'étaient pas du tout nécessaires pour mettre fin à la guerre.

Quand notre mouvement Vrede organisait en 1994 à Kleine Brogel une marche de protestation contre les bombes nucléaires américaines, Pierre, sa femme et deux-trois amis, signaient pour la présence francophone. La pétition pour que le Tribunal International de La Haye ouvre un dossier sur l' illégalité de la bombe nucléaire, la mise sur pied du réseau Abolition 2000, les protestations contre la nouvelle série d'essais nucléaires du président français Chirac en '96, ont rencontré en Pierre un promoteur ardent. Qui parle de Pierre Piérart parle de son travail pour faire connaître le sort de Mordechai Vanunu, le technicien israélien qui avait dénoncé l'arsenal nucléaire d' Israël, et qui fut enlevé à Rome par les services secrets et condamné à une peine de prison de 18 ans. Pierre écrivait aux journaux, s'approchait des politiciens, produisait des articles sur le sort de Vanunu. Il entretenait une correspondance active avec le prisonnier.

Même lorsque que sa santé ne le lui permettait plus de militer activement, Pierre restait en contact étroit avec le mouvement de la paix. Il était présent à l' Hôtel de Ville de Bruxelles lors de la visite du maire d'Hiroshima, comme si souvent à d'autres occasions soutenu par sa femme. Il était président du Comité de Surveillance de l'Otan.

Pierre Piérart restera dans notre mémoire comme un homme qui a su vivre suivant ses convictions. Celui qui peut dire cela a connu une vie précieuse, une vie qui valait la peine d'être vécue. Nous continuerons son combat.

**Georges Spriet
pour Vrede**



(Suite de l'édito)

Le gouvernement belge en affaires courantes a décidé de prolonger la présence des militaires et des bombardiers belges au sein de la force de l'OTAN en Afghanistan jusque fin novembre 2011. Alors que le parlement néerlandais a voté le retrait de ses soldats, retrait effectif depuis la fin août, le parlement belge n'a strictement rien à dire sur les sujets de défense ou d'intervention à l'étranger. Nous devons soutenir la proposition de loi de Van der Maelen et consorts visant à rendre au parlement ses prérogatives sur ces matières. De même, le nouveau concept stratégique de l'OTAN, qui devrait être adopté lors du sommet de Lisbonne du mois de novembre prochain, devrait, au préalable, être débattu démocratiquement. Tel aurait été le vœu de Pierre. Tel continue à être le sens de notre lutte.

L'aide humanitaire au Pakistan sous contrôle de l'Otan et des États-Unis

Le Pakistan vit en guerre depuis 2004. L'OTAN et les USA s'y déploient, selon les déclarations officielles, afin de protéger les moyens logistiques nécessaires à leur guerre « contre le terrorisme ».

En mars 2010, le pays a vécu des inondations dramatiques lors de la crue de ses fleuves et rivières. L'appel à l'aide humanitaire a été diffusé dans tous les médias mais, malgré le nombre de victimes, de sans abri, de déplacés, l'aide se fait attendre !

Pourquoi ? Un survol des communiqués des agences de presse nous donne quelques éléments de compréhension :

Reuters, 27 août :
Les USA voient des terroristes ... partout !

« Les Etats-Unis ont la preuve d'une implication croissante des activistes pakistanais et des ONG caritatives qui leur sont affiliées dans les secours aux victimes des inondations dans le but de renforcer leur popularité, a déclaré un haut responsable américain.

Le Département d'Etat américain a déjà mis en garde contre le risque de voir les activistes islamistes s'attaquer aux travailleurs humanitaires expatriés déployés sur le terrain.

Ces inondations, les plus graves depuis des décennies, font suite aux pluies de mousson exceptionnelles cette année. Elles ont mis à mal la capacité du pays et de son gouvernement civil à répondre efficacement et rapidement à la catastrophe.

L'un des risques majeurs serait de voir les activistes islamistes et leurs ONG exploiter la colère de la population face à l'incurie de l'Etat, même si les Etats-Unis et leurs alliés ont dépêché des aides supplémentaires.

Le responsable américain de haut rang, qui a réclamé l'anonymat, a affirmé que des activistes distribuaient même de l'argent aux sinistrés. "Il existe des indices très clairs montrant que les insurgés et les groupes affiliés cherchent actuellement à utiliser les inondations et les opérations de secours pour renforcer leur popularité avec, pour objectif à terme, de contrôler une bonne part du Pakistan", a-t-il dit jeudi.

La semaine dernière, les autorités pakistanaises, conscientes de ce risque, avaient annoncé qu'elles allaient sévir contre les organisations caritatives liées aux groupes radicaux islamistes. »

Mais aussi :

AFP, 26 août

« WASHINGTON — Les talibans du Pakistan préparent des attaques contre des travailleurs humanitaires étrangers déployés dans le cadre de l'aide aux victimes des inondations dans ce pays, a affirmé mercredi un haut responsable gouvernemental américain à l'AFP. "Selon les informations dont dispose le gouvernement américain, les talibans pakistanais préparent des attaques contre des étrangers participant aux opérations humanitaires en cours au Pakistan", touché par des inondations historiques, a précisé ce responsable, qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat.

Egalement, de même source, "les talibans pakistanais pourraient aussi préparer des attaques contre des responsables fédéraux et provinciaux à Islamabad".

Le Pakistan est confronté à la plus grave crise humanitaire de son histoire, avec plus d'un cinquième du pays inondé, au moins 1.500 morts selon Islamabad, et plus de 17 millions de personnes affectées selon l'ONU.

Quelque huit millions de sinistrés, dont environ cinq millions de sans-abri, ont besoin d'une aide d'urgence, estiment les Nations unies. [...]

Plus tôt mercredi, des responsables avaient affirmé ne pas avoir remarqué d'actes hostiles lors des opérations humanitaires. Selon un général américain, les forces américaines engagées dans ces opérations n'ont pas fait état de problèmes de sécurité. "Nous n'avons eu absolument aucun problème de sécurité en trois semaines de présence là-bas", a assuré le général de brigade Michael Nagata, lors d'une téléconférence retransmise à Washington depuis le Pakistan où il se trouve.[...]

Etant donné le fort sentiment anti-américain qui prévaut au Pakistan, les autorités du pays distribuent habituellement elles-mêmes l'aide acheminée par avions et hélicoptères de l'armée américaine.

Le général Nagata, le deuxième plus haut gradé américain sur le terrain, a néanmoins assuré que les civils pakistanais "sont impressionnés lorsqu'ils voient les soldats pakistanais et américains travailler côte à côte, voler dans les mêmes hélicoptères et œuvrer ensemble sur les zones d'atterrissage".

Les autorités américaines affirment que leurs hélicoptères ont permis de sauver plus de 6.000 personnes prises au piège des inondations ».

Info ou intox ? Propagande !

Sur le site Otan : Le 7.8.2010, le gouvernement du Pakistan a demandé officiellement à l'OTAN de l'aider à faire face aux inondations qui frappent le pays, le conseil de l'OTAN a chargé le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC) de centraliser l'aide humanitaire offerte par les pays alliés et leurs partenaires.

Et dans le New York Times du 14.8.2010, « Secourir les victimes des inondations, a déclaré Richard Holbrooke, représentant de l'administration Obama pour l'Afghanistan et le Pakistan, sert non seulement à sauver des vies humaines, mais aussi à rétablir l'image des Etats-Unis au Pakistan ». Dans ce pays l'opposition aux opérations "antiterrorisme" conduites par les forces états-uniennes, a augmenté, car elles provoquent un nombre toujours plus grand de victimes civiles... « Maintenant, le peuple pakistanais verra que, quand une calamité naturelle frappe, ce ne sont pas la Chine et l'Iran, ou l'Union européenne, mais toujours les USA qui dirigent ».

Ce que j'en tire comme conclusions c'est que les USA, avec l'aide de l'OTAN, contrôlent toute l'aide humanitaire envoyée au Pakistan. Si ici, en Belgique, il y a des dons, si l'Union Européenne a accordé des subsides, les USA à travers l'ONU et grâce à l'OTAN désirent donner une image humanitaire à leur présence sur place en centralisant le tout et surtout, en protégeant « sa logistique guerrière » indispensable au conflit en Afghanistan.

CQFD

Francine Verstraeten

Brèves

Libertés d'expression et de mouvement dans la-seule-démocratie-du-Moyen-Orient

Mordechai Vanunu a été à nouveau jeté en prison pour trois mois fermes en mai dernier, en cellule d'isolement strict, sur l'accusation usuelle d'avoir « parlé aux médias étrangers ».

Vanunu est ce physicien israélien qui avait révélé au monde entier la possession de l'arme nucléaire par Israël. Enlevé en 1986 à Rome par le Mossad, il a purgé entièrement une peine d'emprisonnement de 18 ans dans les conditions les plus sévères. 'Libéré' en 2004, il lui est désormais interdit de quitter Israël et de parler aux médias étrangers.

Comme il est assez peu imaginable qu'après 24 ans, Vanunu possède encore la moindre information secrète sensible, la peine à perpétuité qu'il subit semble plus être une question de châtement quasi biblique, - et de mise en garde pour ceux tentés de suivre son exemple.

Israël, le membre fantôme de l'Otan

Durant ce mois de juillet, au cours de manœuvres de l'Otan en Roumanie, un hélicoptère israélien s'est crashé, provoquant la mort d'au moins 5 Israéliens (*The Independent*, 1er août 2010)

Les grands médias sont restés très discrets sur cet incident. Trouvant peut-être tout naturel que l'Otan fasse des exercices conjoints avec une armée accusée de crimes de guerre (dans le rapport Goldstone en particulier), et quelques semaines après l'attaque meurtrière sur la flottille humanitaire Free Gaza (9 militants tués à bout portant).

Ne dites pas... mais dites ...

Ne dites pas, comme l'eut fait un vulgaire néo-con, « les Etats-Unis s'arrogent le droit d'utiliser leurs armes nucléaires sur des pays n'en disposant pas, tel l'Iran », dites plutôt « La nouvelle doctrine nucléaire stipule très clairement qu'un Etat qui n'est pas doté de l'arme nucléaire et qui respecte le TNP aura l'assurance que nous n'utiliserons pas l'arme nucléaire contre lui ; toutefois les États hors norme tels l'Iran et la Corée du Nord seront des exceptions à cette nouvelle règle ». Les commentateurs se pâmeront d'extase devant les propos du nouvel homme de Paix. Quant aux pays de l'ex-Axe du mal, même rebaptisés « pays hors normes », ils n'y verront probablement pas un énorme changement.

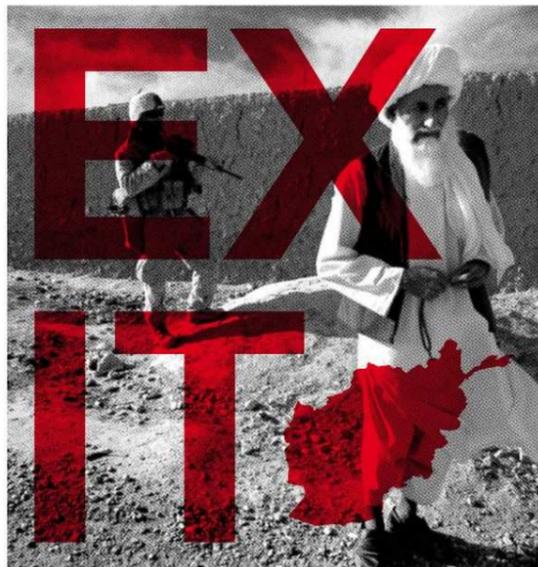
La fausse sortie du Bouclier Anti-missiles

Il y a tout juste un an, les médias annonçaient de façon fracassante « l'abandon » par Obama du projet de Bouclier anti-missile en Europe : « Obama laisse tomber le bouclier antimissile » titrait Libération, « Obama enterre le bouclier antimissile imaginé par Bush » faisait la manchette du Monde. Et le président US gagnait une auréole de plus au-dessus de son image d'homme de paix.

L'enterrement était apparemment prématuré.

Les Usa n'ont de fait cessé d'avancer bilatéralement dans leur projet, tout juste remanié : en février on apprenait que la Roumanie avait accepté de participer au développement du système de défense antimissile américain et que la Bulgarie envisageait de déployer des éléments du bouclier antimissile ; en juillet, le premier ministre tchèque déclarait que son pays et les USA construiraient un centre conjoint de défense antimissile l'année prochaine sur le territoire tchèque ; enfin il y a quelques semaines, le Washington Post annonçait que le Pentagone est proche d'un accord pour installer des éléments du bouclier probablement en Turquie et en Bulgarie.

Le SG de l'Alliance Atlantique fait de son côté le pressing, en agitant comme il faut l'épouvantail iranien, pour que l'Otan toute entière participe au Bouclier. Financièrement tout d'abord...



Freeze for Peace

9 ans de guerre en Afghanistan, ça suffit !

**Samedi 9 octobre 2010 à 13h30
Place de la Monnaie à Bruxelles**

Depuis 2001, près de 10.000 civils ont été tués en Afghanistan. La présence de 150.000 militaires étrangers n'a fait qu'aggraver le conflit et celui-ci s'est étendu au Pakistan. L'occupation militaire du pays par l'Otan a permis le maintien d'un régime autoritaire et corrompu.

Vous n'êtes pas d'accord avec cela ?

Venez à la Place de la Monnaie le 9 octobre prochain à 13.30h. Une action FREEZE FOR PEACE aura lieu pour montrer notre opposition à cette guerre qui n'a que trop duré !

Vers un nouveau concept stratégique de l'Otan : Quoi de neuf ? Quoi de pire ?

Le calendrier se précise pour l'adoption du « Nouveau Concept Stratégique » de l'Otan Horizon 2020. Un rapport a été rédigé par un groupe d'experts et publié sur le site officiel de l'Otan en juin. Le secrétaire général de l'Otan a entamé des consultations de gouvernements de l'Alliance et remettra une conclusion résumant ce qui aura été retenu du rapport des experts, le 14 octobre prochain, lors d'un sommet des ministres de la Défense et des Affaires Etrangères de l'Otan. Et le 20 novembre, le sommet des chefs d'Etat de l'Alliance réuni à Lisbonne adoptera le document définitif d'un « Nouveau Concept Stratégique ».

En ce qui concerne la Belgique, jusqu'à présent aucun débat public n'a eu lieu sur ce Concept Stratégique, qui devrait engager notre pays pour de longues années. Le gouvernement aura beau jeu de dire qu'il ne peut rien décider puisqu'il est « en affaires courantes ». Quelle position défendra-t-il lors de ce sommet des Ministres des Affaires Etrangères et de la Défense ? Les partis politiques qui participent au douloureux accouchement d'un nouveau gouvernement ne veulent surtout pas discuter de cette question sous prétexte qu'elle ajouterait encore aux difficultés actuelles. La rentrée parlementaire doit avoir lieu à la mi-octobre et quelques parlementaires pourraient demander la réunion d'une commission mixte Sénat-chambre des députés, et Affaire Etrangères-Défense pour enfin mettre le sujet du Nouveau concept stratégique de l'Otan en discussion au parlement. De toutes façons, il n'y aura aucun vote du parlement et c'est le gouvernement qui donnera ses instructions à ses représentants à l'Otan.

Mais quel « gouvernement » ???

L'adoption de ce Nouveau Concept Stratégique devrait se faire dès novembre au sommet de l'Otan à Lisbonne. Comme la règle du consensus est encore de rigueur au sein de l'Alliance, il y a toutes les chances que notre pays va donner son consentement à des orientations qui nous engagent jusqu'en 2020, sur lesquelles la population ne sait rien, qui auront été débattues (et encore... ?) dans un petit cénacle gouvernemental ou qui auront simplement fait l'objet d'un accord tacite entre les dirigeants des partis politiques présents au parlement.

Le « rapport des experts » présente des « analyses et des recommandations » pour établir le document final du Nouveau Concept Stratégique. Elles ne se retrouveront sans doute pas toutes dans la version définitive. En tout cas, elles donnent une idée de l'orientation générale de l'Otan pour les prochaines années. Certaines de ces orientations ont déjà été mises en évidence et dénoncées par les associations de paix de notre pays et par notre Comité.

Quelques points de ce rapport semblent particulièrement préoccupants et interpellant :

L'Otan n'est plus une alliance de pays pour assurer la défense d'un territoire limité à ces pays, elle se transforme en agence de sécurité euro-atlantique qui a le droit de se projeter militairement, partout où elle le juge nécessaire dans le monde. Il se définit comme « un vaste réseau de prestataires de sécurité ».

L'ONU n'est plus l'organe suprême pour débattre et décider des questions de paix et de guerre et de sécurité mondiale, mais un partenaire parmi d'autres et la charte de l'ONU, n'est plus qu'un texte dont il convient de s'inspirer.

L'Otan devenue organisme garant de la sécurité de la zone euro-atlantique fait un nouvel inventaire des « menaces » à cette sécurité : la prolifération des armes nucléaires, les groupes terroristes extra-territoire Otan ET intra-territoire Otan, les possibilités de rupture de l'approvisionnement énergétique, les problèmes mondiaux tels que la pauvreté, la faim, les migrations, la crise financière, les sanctuaires offerts à des terroristes par des Etats n'ayant pas « nos » valeurs.

Les « experts » considèrent que les sources potentielles de menaces qui nécessiteraient l'invocation de l'article 5 se sont diversifiées et les dangers pourraient désormais provenir aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur de la région euro-atlantique.

L'Iran est le seul pays cité nommément comme « une menace majeure de type article 5 dans les dix ans qui viennent. Outre « les efforts que déploie l'Iran pour concevoir des armes nucléaires », il y a ses programmes d'armes conventionnelles, notamment ses missiles de croisière anti-navires et ses missiles balistiques... l'Otan doit se préparer à tout.

La Russie est toujours considérée comme un partenaire mais aussi comme un possible futur ennemi. Le partenariat avec la Géorgie et l'Ukraine reste essentiel, sans attendre leur intégration à l'Otan. Les autres partenariats doivent se multiplier dans le monde, « à la carte ».

(Suite de la page 3)

L'Afghanistan est le « *symbole* » des nouvelles missions de l'Otan. Aucun retrait militaire n'est envisageable, mais bien l'élargissement des fonctions de l'Otan intégrant le militaire, le politique, l'économique. L'Otan y restera encore de longues années. Et plus : « *en raison de la complexité et de l'imprévisibilité du climat sécuritaire qui devrait prévaloir au cours des dix prochaines années, on ne saurait écarter la possibilité qu'à l'avenir l'Otan participe à des missions de stabilisation similaires...* »

Au vu de toutes ces missions de gendarme international que l'Otan veut s'attribuer, le rapport des experts préconise également de grands efforts de réorganisation intérieure. Là aussi l'inventaire n'est pas triste :

Il faut une chaîne de commandement unifiée des forces militaires Otan. Il faut réduire au minimum les restrictions d'emploi des troupes mises à la disposition par les différents pays alliés. Il faut fixer de nouveaux principes directeurs qui guideront l'Alliance chaque fois qu'elle devra décider où et quand faire intervenir ses forces hors de ses frontières. Il faut aussi élargir la définition des missions aux nouvelles exigences de la sécurité intérieure (!). Il faut augmenter les moyens financiers mis à la disposition de l'Otan, s'engager à financer des opérations même quand on n'y participe pas, rationaliser toutes les capacités militaires. Enfin, il faut donner plus de pouvoir de décision au secrétaire général de l'Otan et aux chefs militaires, afin qu'ils puissent réagir dans une situation d'urgence, comme une attaque de missile ou une cyberattaque (!).

Enfin, au chapitre des « *forces et capacités de l'Alliance* », il semble assez évident que l'Otan ne renoncera pas à disposer d'une grande force de frappe nucléaire. Les « experts » recommandent fermement le maintien des armes nucléaires tactiques en Europe et que tout changement de cette politique soit décidé par l'Alliance tout entière (!). Par ailleurs, elle va intégrer le système de défense anti-missiles américain dans son programme de sécurité en Europe. Elle continue aussi à structurer la Force de Réaction Rapide et à réclamer une augmentation des budgets militaires des divers pays membres.

Et voilà quelques « recommandations » d'un groupe d'experts pas du tout neutre puisqu'il est présidé par Madeleine Allbright. Même si le document final que va concocter Rasmussen, le secrétaire général actuel n'en retient pas tout, il ne prendra pas une orientation différente. Il confirme et renforce l'orientation belliqueuse mondiale de l'Otan, et l'orientation politique anti-démocratique de nos gouvernements . On ne peut pas l'accepter !

Claudine Pôlet

(Le rapport des experts se trouve sur le site de l'Otan www.nato.int)

Propos inconvenants aux Nations Unies

Ça commence à être une manie : les représentant de la '*Communauté Internationale*' (USA + EU, peut-être Israël était devant) se sont levé comme un seul homme et ont quitté la salle de l'assemblée des Nations Unies lorsque le président iranien a prononcé des mots qu'on ne peut absolument pas entendre.

Ce qu'on ne peut entendre cette fois-ci, c'était l'exposé par le président iranien des trois différentes hypothèses concernant les attentats du 11 septembre (complot externe, c'est à dire la théorie officielle, complot interne ou 'théorie du complot', et complot externe facilité à l'intérieur), et sa proposition d'une enquête internationale.

Pour notre part, nous n'arrivons pas à voir ce que ces propos ont de si scandaleux ; nous les trouvons plutôt très raisonnables « *Si nous prenons en compte le point de vue états-unien, est-il rationnel de lancer une guerre conventionnelle par le biais d'un large déploiement de troupes qui a mené à la mort de centaines de milliers de personnes pour contrer un groupe terroriste ?* ».

Qu'y a-t-il de 'choquant' de reconnaître qu'après les attentats du 11 septembre « *la machine de propagande entra en action à plein régime ; elle insinuait que le monde entier était exposé à un immense danger, le terrorisme, et que la seule façon de sauver le monde était de déployer des forces militaires en Afghanistan* » : Est-ce que c'est faux ? Est-ce qu'il est inexact, ou inconvenant de rappeler que quelques mois avant l'invasion de l'Irak, par l'action d'une propagande bien efficace, une grande majorité d'états-uniens étaient persuadés que c'était soudain Saddam Hussein qui était derrière les attentats ? C'est un fait, c'est vrai qu'il est obscène en soi, mais c'est surtout le passer sous silence qui l'est bien d'avantage.

« *Il y a une image du World Trade Center suspendue au dessus de mon lit, et j'en garde une dans mon Kevlar. Chaque fois que j'éprouve de la compassion pour ces gens [les civils irakiens massacrés], je la regarde. Je pense 'Ils nous ont frappés chez nous et, maintenant, c'est à notre tour.' Je ne veux pas dire 'rendre la monnaie de la pièce', mais, vous savez, c'est assez bien cela* » Interview de soldats US en Irak, 'The Evening Standard', le 19/06/2003

Nous n'oublions pas que les représentants européens sont restés sagement assis lorsque Colin Powells a exhibé son petit tube de poudre blanche, et ses petits croquis de camions-usines pour 'prouver' que l'Irak de Saddam Hussein détenait des armes de destruction massive. La réalité ne dépend pas du fait qu'ils se lèvent ou s'asseyent

Quelle que soit la réalité sur le 11 septembre, ces attentats non revendiqués n'ont de fait pas affecté uniquement les Etats-Unis, mais bien le monde entier, et provoqué des centaines de milliers de morts irakiens et afghans, et une projection extraordinaire de forces US au Moyen Orient : La plus élémentaire des choses dans un monde juste serait que l'enquête sur des événements qui ont conduit à une telle situation soit indépendante et internationale.

Roland Marounek

Bosnie-Herzégovine Pensée unique et déni de la réalité dans les cercles européistes

Le 14 septembre, s'est tenu dans un grand hôtel du quartier Schuman (Bruxelles) un séminaire consacré à un nouveau rapport sur la Bosnie-Herzégovine, réalisé par la « méga-ONG » britannique, *Saferworld*, et sa petite sœur bosno-norvégienne, le *Nansen Dialogue Centre Sarajevo*.

Basé sur une étude « *de terrain* » réalisée dans huit villes de Bosnie et d'Herzégovine, un tel rapport – intitulé *The missing peace* (« *La paix manquante* ») – était a priori le bienvenu, car l'intérêt médiatique pour ce pays a fortement baissé depuis la signature, il y a près de 15 ans, de l'accord de Dayton qui marqua la fin d'une guerre sanglante. Rappelons que cet accord consacra la division du pays en deux entités, une Fédération croato-musulmane et une République serbe (RS), son occupation militaire par des troupes de l'OTAN remplacées en 2004 par un contingent de l'Union européenne (Opération EUFOR-Althea), et la supervision des autorités civiles par une structure désignée par l'UE, le « *Bureau du Haut Représentant* » (OHR, selon ses initiales anglaises), bénéficiant de pouvoirs étendus (« *les pouvoirs de Bonn* ») lui permettant notamment d'annuler et d'imposer des lois, ou de saquer des fonctionnaires et des responsables de l'Etat central et de ses deux entités, sans possibilité d'appel et avec interdiction de tenir des activités publiques dans le futur. Ainsi, des chefs de police, des juges, des ministres et même un Président élu de RS ont été démis de leurs fonctions par les prédécesseurs du HR actuel, l'Autrichien Valentin Inzko.

A juste titre, les représentantes de Saferworld et du Centre Nansen ont noté que la situation, tant économique que politique, s'était dégradée en Bosnie au cours des dernières années. La méfiance et la ségrégation ethnique battent leur plein, encouragées par les leaders de chaque communauté. Les événements violents sont cependant rares, la population se sentant en sécurité et ayant confiance dans sa police. Elle se sentirait également rassurée par la présence d'EUFOR, malgré son absence de visibilité (moins de 2..000 hommes). Parmi les « *moteurs de conflit* » épinglés, outre la situation économique « *difficile* » qui pourrait engendrer des « *troubles sociaux* », on trouverait les « *politiciens locaux irresponsables et corrompus* ». Pour remédier à tous ces maux, les auteurs du rapport préconisent diverses recettes, comme une « *stratégie commune révisée de la communauté internationale* » envers la Bosnie, un « *engagement international* » pour imposer des réformes structurelles au pays, un financement accru des ONG par l'UE (« *charité bien ordonnée...* »), ou un énigmatique « *état d'alerte et planification de contingence pour prévenir les conflits violents* », dont l'arrière-goût militaire surprend de la part de représentants de la société civile.

Après cette présentation, un trio d'experts, représentant le HR de Sarajevo, la Commission de l'UE et l'ONG Pax Christi, a été invité à réagir. On a pu apprécier le décalage entre l'idéologie de l'UE et le monde du réel quand la représentante de la Commission (DG élargissement) a prôné le modèle belge comme exemple de fédéralisme fonctionnel à enseigner aux politiciens bosniaques ! Après une volée d'éloges empreints d'autosatisfaction, le public – une trentaine de personnes – a pu poser quelques questions. Si l'UE a été légèrement égratignée sur la question de la « *libéralisation des visas* » (comment se fait-il que les citoyens bosniaques sont toujours astreints à un visa pour pénétrer dans l'espace Schengen, alors ceux de Serbie en sont exemptés depuis le début de l'année ?), la légèreté des commentaires et les oublis du rapport ont incité l'auteur de ces lignes à poser deux questions.

La première demandait pourquoi l'impact de la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo avait été ignoré dans l'évaluation de la stabilité de la Bosnie, alors que le discours des politiciens locaux s'est fortement radicalisé depuis, les élus serbes faisant – sur cette base – valoir leur droit à la sécession, les élus musulmans voulant par contre en finir avec le système décentralisé instauré par Dayton. La seconde question suggérait un lien entre le maintien d'un protectorat de facto depuis 15 ans dans le pays et certains maux dénoncés par le rapport, notamment l'irresponsabilité de politiciens pouvant être démis à n'importe quel moment. Elle demandait également si des mouvements réclamant une réelle indépendance ne finiraient pas, comme déjà au Kosovo, par se manifester.

Le représentant slovène du HR s'est borné à faire valoir que les problèmes du Kosovo et de la Bosnie-Herzégovine n'avaient rien à voir l'un avec l'autre, utilisant à plusieurs reprises l'expression « *déclaration coordonnée d'indépendance* » pour évoquer celle du Kosovo. Si la manœuvre était effectivement étroitement « *coordonnée* » avec Washington et Bruxelles, ce jeune loup a préféré ignorer que la Serbie a vivement condamné son amputation et continue à considérer le Kosovo comme sa province méridionale. Petit détail sans importance, sans nul doute. Quant à la seconde question, le représentant néerlandais de Pax Christi a refusé d'y répondre, niant toute forme de protectorat en Bosnie-Herzégovine et défendant l'idée que seul davantage d'interventionnisme de la « *communauté internationale* » pourrait résoudre les problèmes du pays.

Un chat bosniaque n'est pas un chat kosovar, un protectorat de l'UE n'est pas un protectorat... Beaucoup de contorsions sont nécessaires pour concilier les discours officiels et la basse réalité. Jusqu'au tragique retour de la manivelle... Les historiens rappelleront les glorieuses conséquences du protectorat austro-hongrois sur la Bosnie-Herzégovine il y a moins d'un siècle : c'est à Sarajevo que l'héritier au trône de l'Empire eut le privilège de recevoir la première balle de la Première Guerre mondiale !

Georges Berghezan



Le 'bon moyen', pour l'Otan, c'est quoi donc ?

Le cas de Sakineh Ashtiani cette iranienne qui aurait été condamnée à la lapidation¹, et l'emballement émotionnel soudain et énorme qu'il a déclenché, évoque sinistrement les cas d'emballements identiques, des couveuses de Koweït-City à la mise en scène de Racak, en passant par les ongles arrachées des Afghanes. Dans chacun de ces cas, la vague d'émotion servait à 'anesthésier' l'opinion, à la préparer à accepter la guerre, 'on ne peut quand même pas laisser faire ces horreurs', et en particulier à désarmer l'opposition à la guerre des milieux dit progressistes, 'de gauche'. Autrement dit, de façon tristement ironique, les 'horreurs', vraies ou inventées, sont brandies pour faire avaler aux bonnes consciences les réelles horreurs sans fin de la guerre.

Dans cette guerre médiatique, qui précède la guerre tout court, l'autre grand leitmotiv est bien sur le nucléaire. Le Secrétaire Général de l'Otan vient de déclarer lors d'un speech à l'adresse de la Russie, que l'Iran développe son potentiel nucléaire, et qu'il dispose déjà de missiles capables d'atteindre le territoire de l'OTAN. Pour l'Otan, plus besoin d'inspecteur de l'AIEA, pour elle pas de conditionnel ni de discussion : elle pose comme fait acquis la recherche active de l'arme atomique par l'Iran, et son intention de bombarder les pays de l'Otan. Une fois ceci posé, toutes les options 'défensives' sont évidemment possibles.

L'Alliance Atlantique se positionne clairement comme partie prenante dans l'offensive annoncée. Une vidéo placée depuis quelques mois sur le site de l'Otan² sous-entend l'option militaire, après que les sanctions aient prouvé leur inefficacité. Parmi les affirmations qui y sont assénées :

« Il sera difficile d'empêcher l'Iran de poursuivre sa quête de l'arme nucléaire. Nous avons déjà vu ce que se sont efforcés de faire cinq présidents –les deux Bush, Reagan, Clinton et Obama. »

« À court terme, vont-ils pouvoir, en recourant à des tactiques astucieuses, poursuivre impunément leurs activités d'enrichissement de l'uranium ? Oui. »

« Les sanctions ne sont pas un moyen direct d'arrêter un programme de fabrication de la bombe. Elles ne sont pas un bon moyen de convaincre Ahmadinejad de changer d'avis. »

Roland Marounek

1. « La lapidation, qui était en vigueur sous le régime du Shah, et encore quelques années après son renversement, a été abolie par la Révolution islamique » www.voltairenet.org/article166999.html
 2. www.nato.int/docu/review/2010/Nuclear_Proliferation/Iran_nuclear_chess/FR/index.htm

L'OTAN à la dérive et l'Europe à contretemps

Nous vivons une époque fantastique. Si certains acteurs vivent à contretemps, si la classe politique française n'accorde pas à l'époque l'importance qu'elle devrait, de nouveaux acteurs pourraient changer la donne...

L'Afghanistan.

Voilà un cas d'école. Passionnant. Caricaturale la « mission civilisatrice » que l'Occident s'octroie sur ce front. En réalité, des élites politiques se sont fourvoyées. Elles ne peuvent plus prétendre au rôle de médiateurs dans cette poudrière, une poudrière qui risque d'être un sacré boubier. Que l'élite à Paris considère que c'est un bon terrain d'entraînement pour ses troupes est une chose, mais Paris est hors-jeu pour infléchir les va-t-en-guerre. Pire, ce sont les Néerlandais, les Polonais et les Australiens qui lui ont ravi la vedette en prenant leur distance. Ce sont des anciens responsables du MI6 qui avouent que le Pentagone exagère la menace d'Al-Qaïda dans le monde et ces experts utilisent l'IISS (International Institute for Strategic Studies) pour le dire ! Bref, l'Otan va beaucoup s'esquinter dans cette zone fort éloignée de l'Atlantique Nord. La France de Sarkozy a certainement choisi le plus mauvais moment pour rejoindre le commandement militaire intégré.

L'Iran, la prolifération nucléaire et l'exemple turc

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce ne sont pas les Français mais les Britanniques qui se méfient le plus des conséquences imprévisibles que pourraient avoir des opérations militaires à l'encontre de sites (nucléaires ou pas) en territoire iranien. C'est du moins ce qui ressort de sondages récents. Cette méfiance est un signe de sagesse dans la mesure où le recours au nucléaire, où qu'il soit, peut être la conséquence de ce qu'on appelle le « stress of war ». Parmi les autres stress, il y en a un que les stratèges n'ignorent point : les jours du Traité de Non Prolifération (TNP) sont comptés. En attendant, les élites européennes ne semblent pas très mobilisées pour débloquer la situation, ou calmer le jeu. L'Union Européenne dans la rubrique politique étrangère ressemble fort à la Conférence du désarmement (CD) à Genève, cette institution qu'on surnomme parfois la Belle au Bois Dormant. Les initiatives de la PESC en matière de non-prolifération ne sont que des copies conformes aux déclarations du State Department à Washington. La PESC est tellement imbibée d'otanisme qu'elle n'a pas songé une seule seconde à créer un Conseil de Sécurité au sein des 27 Etats membres (même l'Union africaine s'est dotée d'un conseil de sécurité). Un conseil de Sécurité qui ne valoriserait pas ceux qui détiennent des armes de destruction de masse, contrairement à l'ONU.

Le chemin du renouveau, de l'initiative est donc emprunté par des acteurs qu'on n'attendait pas sur le dossier : la Turquie d'Erdogan et le Brésil de Lula. Incroyables mais vrais, voilà les Turcs - souvent dépeints comme alignés sur Washington, - qui se positionnent en successeurs des Roumains durant la guerre froide (sur le dossier TNP), ou des Polonais du temps de Rakpaci.... (le plan de dénucléarisation du ministre, très mal vu à Moscou) ou de la Suède d'Olof Palme. Certains experts des relations internationales imaginent déjà de futurs castings avec des Turcs réconciliés avec les Grecs, même sur le sort de Chypre, qui demanderont poliment aux Américains de ranger leur matériel et de se retirer, comme De Gaulle le fit avec fracas et panache à partir des années 60.

Envers et contre tout, faisant fi des maquettes de l'Europe de Maastricht, ou de Nice, il se pourrait que de nouvelles puissances reprennent le flambeau gaulliste, tentent de se distancier de l'Empire, quitte à innover le concept du 'non-alignement' (la première conférence a eu lieu il y a 50 ans !). Il n'est pas exclu que l'un de ces « alliés » qui regarde plus loin que l'horizon de

Lisbonne fasse insérer dans sa Constitution (à défaut de constitution européenne digne de ce nom) un article du style : le pays « ne pourra accepter/accueillir aucune base militaire étrangère sur son territoire et ne pourra participer à aucune guerre d'agression ». (article 10 de la Constitution Bolivienne).

De la dénucléarisation à la neutralité

Aucun document de la PESC n'a encore mis en avant la nécessaire dénucléarisation de l'ensemble européen, ne serait-ce que pour donner une petite chance de survie au TNP en 2015. Bref, l'Europe fait fausse route. Pas un commissaire à Bruxelles, pas un parti politique au Parlement pour initier un modèle de dénucléarisation comme le Parlement de Mongolie a réussi à l'imposer (zone exempte d'armes nucléaires reconnue comme telle par l'ONU) à partir de février 2000.

L'idée de dénucléarisation (du sol européen) nous entraîne bien vite au-delà. C'est normal. Après tout, le continent européen compte en son sein toutes sortes de territoires y compris des pays sans armée (Andorre, Islande, Lichtenstein, Monaco, San Marino), des territoires non militarisés dont les îles Aland (Finlande) et l'archipel du Spitzberg (Norvège). Cette diversité a longtemps été un atout même si le pire n'est pas non plus à exclure avec l'indépendance du Groenland, par exemple, un territoire qui, en dépit ou à cause des variations climatiques, pourrait être entraîné dans une nouvelle « guerre froide » face à tous ceux qui convoitent l'Arctique.

L'Europe compte aussi des Etats neutres. Tous les cinq (Autriche, Finlande, Irlande Malte, Suisse) dont 4 membres de l'UE traversent ces temps-ci une crise d'identité. Que le citoyen Français lambda croit encore qu'être 'finlandisé' est quasiment une maladie, et un exemple de subordination à l'égard de Moscou, en dit long sur les dégâts du lavage du cerveau au temps de la guerre froide. Mais, plus grave encore, 2/3 des habitants de la Finlande d'aujourd'hui estiment que leur nation finira par adhérer à l'Alliance Atlantique « dans un avenir prévisible ». Pourtant, au vu de la crise économique et financière que les Européens traversent –y compris les budgets militaires - , au vu des clashes potentiels soulevés ci-dessus (Afghanistan, Iran), on peut légitimement se demander pourquoi plaider la cause de la neutralité de l'Europe est si inaudible dans les instances européennes. Pourquoi aucun parti politique pourtant à court de recette n'a mijoté cette idée et présenté l'ébauche d'un programme du genre ?!

Une France plus gaullienne aurait-elle pu ambitionner de freiner les dérives atlantistes de quelques Européens ? Même sous Chirac ? Peu importe le scénario. Aujourd'hui, avec une Union Européenne qui se fond dans ce magma qu'est l'OTAN, l'Europe comme la France vit à contretemps.

"Les dirigeants européens vont demander des liens plus étroits avec l'OTAN", révèle l'Irish Times. Un document préparatoire au Conseil européen du 16 septembre 2010 "présente les relations avec l'OTAN comme une manière d'exploiter davantage les liens de l'Europe avec Washington", en particulier dans les domaines économique et stratégique, explique le quotidien de Dublin. C'est la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, qui serait chargée de mettre en œuvre la recommandation des 27 Etats membres. Cette recommandation tombe au plus mauvais moment de l'Alliance. Cherchez l'erreur.

Espérons que les prochains manuels d'histoire au service des générations futures n'insisteront pas trop, le révisionnisme aidant, sur les aspects "positifs" de l'otanisme qui aurait libéré le joug des peuples d'Europe centrale et orientale et fait disparaître le Mur de Berlin.

Ben Cramer

Ont participé à ce numéro :

Georges Berghezan
 Ben Cramer
 Roland Marounek
 Claudine Pôlet
 Marcel Poznanski
 Francine Verstraeten

Mailing list ALERTE OTAN

Le Comité Surveillance Otan anime également une liste d'information par e-mail ouverte, où sont publiés régulièrement infos et commentaires au sujet de la politique de guerre de l'Otan.

Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un e-mail vide à l'adresse alerte_otan-subscribe@yahoogroupes.fr

APPEL FINANCIER

ALERTE OTAN ne vit que par la volonté de ses sympathisants.

Nous comptons toujours sur votre soutien financier, aussi minime soit-il.

Compte en banque 068-2447491-14 de csotan, 1050 Bruxelles

Nous remercions tous nos sympathisants qui font vivre cette organisation grâce à leur contribution